

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2009 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté ministériel du 11 février 2004 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 portant l'encadrement à la pêche maritime et à l'aquiculture;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 27 août 2013;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que les modalités relatives à l'aide aux projets-pilote doivent être adaptées d'urgence de sorte que les moyens restants du Fonds européen pour la Pêche dans le cadre du règlement (CE) n° 1198/2006 puissent être utilisés de manière optimale pour la période de programmation 2007-2013,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 8, § 1^{er}, du texte néerlandais de l'arrêté ministériel du 11 février 2004 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 relatif à l'encadrement à la pêche maritime et à l'aquiculture, le nombre « 50 » est remplacé par le nombre « 95 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 2013.

Bruxelles, le 27 septembre 2013.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29538]

12 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services qui organisent des projets éducatifs de rupture

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les articles 44, 45, 46bis introduits par le décret du 29 novembre 2012, et 47 tel que modifié par les décrets du 1 juillet 2005, du 19 octobre 2007 et du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier;

Vu l'avis n° 124 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2013;

Vu l'avis 53.635/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définition et Champ d'application

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

Arrêté du 15 mars 1999 : l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subvention pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté fixe les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés aux articles 1^{er}, 14° et 43 du décret du 4 mars 1991 qui en vertu de l'article 37 alinéa 3 de l'arrêté du 15 mars 1999, mettent en œuvre des projets éducatifs de rupture.

§ 2. Les projets éducatifs de rupture consistent en une prise en charge individuelle qui permet au jeune, pour une période limitée dans le temps, de rompre radicalement avec son contexte de vie habituel, d'être confronté à de nouveaux repères et d'expérimenter de nouveaux modes de relations interpersonnelles. Lors de cette prise en charge, le jeune est amené à faire émerger des ressources personnelles nouvelles et ainsi à construire de nouveaux projets personnels, et, pour les projets qui se déroulent hors du territoire européen, à rendre des services à la collectivité.

§ 3. Ils s'adressent à des jeunes, en danger ou poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction, qui nécessitent une aide spécialisée et qui présentent les caractéristiques cumulatives suivantes :

1° garçons ou filles âgés de 13 à 18 ans si le séjour se déroule sur le territoire belge, ou de 15 à 18 ans si le séjour se déroule hors du territoire belge;

2° pour lesquels un éloignement temporaire du milieu de vie est nécessaire;

3° pour lesquels d'autres mesures ont été préalablement mises en œuvre ou tentées.

§ 4. Un même jeune ne peut bénéficier qu'une fois d'un projet éducatif de rupture dont le séjour se déroule hors du territoire européen.

TITRE II. — Les missions

Art. 3. Le service agréé visé à l'article 2, § 1^{er}, ci-après dénommé le service, a pour missions :

1° d'organiser la phase préparatoire au séjour de rupture;

2° d'organiser le séjour de rupture en Belgique ou à l'étranger;

3° d'accompagner et de renforcer le jeune dans ses projets personnels lors de la phase de clôture selon les modalités envisagées dès la phase préparatoire.

Le service organise de manière permanente les projets éducatifs de rupture.

Au cours du séjour de rupture, le service peut organiser à titre subsidiaire des activités collectives destinées aux jeunes visés à l'article 2, § 3.

Art. 4. § 1^{er}. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre du décret du 4 mars 1991, de la loi du 8 avril 1965 ou de l'ordonnance du 29 avril 2004.

§ 2. Le mandat précise la mission confiée au service conformément à l'article 3, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

§ 3. Le mandat ne peut concerner qu'un seul jeune.

§ 4. Le service adresse un premier rapport à l'instance de décision à la fin de la phase préparatoire qui précise le type de séjour, sa localisation, sa durée précise, une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Au plus tard à l'issue du séjour de rupture, le service adresse un deuxième rapport à l'instance de décision. Celui-ci précise l'évolution du jeune et de sa situation familiale ainsi que les modalités de réinsertion envisagées.

Un dernier rapport est adressé à l'instance de décision 7 jours avant la fin de la prise en charge qui établit un bilan global de la situation du jeune et propose, s'il échet, des pistes d'orientation.

Le service adresse à l'instance de décision des rapports complémentaires à la demande de celle-ci ou lorsque l'évolution de la situation du jeune le justifie.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 ou de l'ordonnance du 29 avril 2004 et que ce dernier charge le service de protection judiciaire d'une mission, le service transmet également copie des rapports au service de protection judiciaire.

Art. 5. Le service informe les jeunes concernés, les personnes investies de l'autorité parentale, les personnes hébergeant le jeune dans le cadre d'une mesure de placement, et l'instance de décision, des conditions précises du projet éducatif de rupture envisagé.

Il veille également à les éclairer sur l'étendue de leurs responsabilités respectives au regard tant des dispositions de droit belge que des législations propres au pays dans lequel se déroulera le projet, tout comme sur celle de leur propre couverture d'assurance.

Il veille à ce que le jeune soit couvert par une assurance responsabilité civile et une défense en justice. Cette police doit être adaptée à la législation du pays dans lequel se déroulera le séjour de rupture.

Le service veille à ce que les jeunes concernés soient couverts par leur mutuelle et, lorsqu'il s'agit d'un séjour de rupture hors du territoire belge, d'une assistance médicale comprenant le rapatriement.

Un document contenant les informations précitées est remis aux personnes visées au premier alinéa.

Art. 6. Pour permettre au jeune de bénéficier d'un séjour de rupture, le service doit être en possession d'un certificat médical attestant que le jeune ne présente aucune contre-indication médicale pour la participation au séjour.

Art. 7. Durant le séjour de rupture, l'hébergement est assuré par un intervenant du service, un collaborateur local ou par un particulier.

Le projet pédagogique du service décrit les modalités de sélection, d'encadrement, d'accompagnement et de formation le cas échéant du particulier.

TITRE III. — Modalités d'organisation des projets de rupture

Art. 8. Les modalités de mise en œuvre du projet éducatif de rupture diffèrent en fonction du lieu où se déroule le séjour de rupture :

§ 1^{er} Lorsque le séjour de rupture se déroule sur le territoire belge, la prise en charge comprend :

1° une phase préparatoire d'une durée de 30 jours maximum;

2° un séjour de rupture d'une durée maximale de 60 jours hors du milieu habituel de vie du jeune pouvant être organisé en différentes périodes et incluant obligatoirement une période de 7 jours consécutifs;

3° une phase de clôture et d'accompagnement et de renforcement du jeune dans ses projets personnels d'une durée de 90 jours maximum.

§ 2. Lorsque le séjour de rupture se déroule hors du territoire belge mais au sein du territoire européen, la prise en charge comprend :

1° une phase préparatoire d'une durée de 30 jours maximum;

2° un séjour de rupture d'une durée minimale de 30 jours consécutifs et maximale de 90 jours consécutifs hors du milieu habituel de vie du jeune;

3° une phase de clôture et d'accompagnement et de renforcement du jeune dans ses projets personnels d'une durée de 90 jours maximum.

§ 3. Lorsque le séjour de rupture se déroule hors du territoire européen, la prise en charge comprend :

- 1° une phase préparatoire d'une durée de 30 jours maximum;
- 2° un séjour de rupture d'une durée minimale de 60 jours consécutifs et maximale de 90 jours consécutifs hors du milieu habituel de vie du jeune;
- 3° une phase de clôture et d'accompagnement et de renforcement du jeune dans ses projets personnels d'une durée de 90 jours maximum.

§ 4. Dans les cas visés aux § 2 et § 3, l'instance de décision peut, en raison de circonstances exceptionnelles dûment motivées, prolonger les durées maximales de la deuxième et de la troisième phase pour une durée totale maximale de 60 jours.

Art. 9. La prise en charge d'un jeune par le service fait l'objet d'une reconnaissance de scolarité sur base des l'article 30, 31 ou 31bis du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, par l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

La demande de reconnaissance est introduite par le service sur base du formulaire visé à l'annexe 1^{re}.

La décision d'octroyer ou non la reconnaissance de scolarité est notifiée par l'administration visée au premier alinéa au plus tard dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande. A défaut de respecter ce délai, la décision est réputée favorable.

Le service notifie à l'administration visée au premier alinéa la date de fin de prise en charge du jeune, endéans les dix jours ouvrables, à l'aide du formulaire visé à l'annexe 2.

TITRE IV. — Modalités particulières concernant les séjours de rupture hors du territoire belge

Art. 10. Le service assure sur place la coordination du séjour des jeunes, la supervision et l'accompagnement du personnel local, des collaborateurs locaux et des particuliers affectés au projet.

Le service dispose des documents relatifs à l'engagement de collaborateurs locaux conformément aux dispositions légales en vigueur dans le pays concerné et à l'inscription de ces collaborateurs auprès des organismes officiels concernés.

Le service s'assure que les collaborateurs locaux disposent des aptitudes pédagogiques requises pour accompagner, encadrer ou accueillir les jeunes. Ces aptitudes s'inscrivent dans le respect des principes énoncés par les instruments juridiques internationaux, en ce compris la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989.

Le service tient à disposition de l'administration compétente tout document attestant que les collaborateurs locaux sont exempts de condamnation, notamment pour des infractions en lien avec des jeunes.

TITRE V. — Conditions particulières d'octroi de subventions

Art. 11. Pour l'application du présent arrêté, la capacité est fixée dans le projet pédagogique du service. Par capacité, il faut entendre le nombre de situations visées par le projet pédagogique pouvant être traitées simultanément par le service.

Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

Art. 12. Le Gouvernement détermine, pour chaque service, après avis de la commission d'agrément, le projet pédagogique et le montant de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999, le montant des subventions pour frais de fonctionnement visés aux articles 35 et 36 de l'arrêté précité et, s'il échet, les subventions particulières pour la part variable des frais de prise en charge des jeunes.

Des modalités particulières peuvent être prévues pour le subventionnement des frais de personnel, de fonctionnement et pour la part variable des frais de prise en charge des jeunes. Ces modalités seront prévues dans l'arrêté d'agrément du service.

TITRE VI. — Dispositions modificatives

Art. 13. Les services qui mettent en œuvre des projets éducatifs de rupture peuvent prétendre, en complément de la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes, au remboursement des frais suivants :

Pour tous les séjours de rupture :

- a) les frais de transport du jeune;
- b) les frais liés à l'acquisition de matériel spécifique nécessaire pour le jeune à la réalisation du séjour de rupture;
- c) les frais liés à une assurance mutuelle pour le jeune.

En outre, pour les séjours de rupture organisés hors du territoire belge :

- a) les frais liés à l'obtention de passeport et de visas pour le jeune;
- b) les frais liés à l'achat de vaccins ou de médicaments préventifs de maladies tropicales nécessaires pour le séjour dans le pays étranger où se déroule le séjour de rupture;
- c) les frais liés à une assistance médicale pour le jeune.

Les montants maxima sont fixés dans l'arrêté d'agrément des services concernés.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 14. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Bruxelles, le 12 septembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services qui organisent des projets éducatifs de rupture :

Demande de reconnaissance, comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire, de la période de prise en charge d'un élève mineur, conformément à l'article du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Réseau : C.F. O.S. L.G.S. L.N.G.S.

Nom et prénom de l'élève :
 Sexe : M F Date de naissance :/...../..... Classe :
 Adresse :

 Nom des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale :

 ☎ privé : 📠 :

Ecole fréquentée ou dernière école qui a inscrit l'élève :
 Adresse :

 N° FASE : ☎ : Fax :
 Année scolaire : Attestation A-B-C :
 Chef d'établissement :
 Professeur de référence ou éducateur :

Identification du service organisant le Projet Educatif de rupture

Nom :
 Adresse :

 ☎ : 📠 : Email :
 Nom, prénom du responsable du service :

L'élève a-t-il déjà bénéficié d'une mesure de prise en charge visée à l'article 30, 31 ou 31bis du décret du 30/06/1998 ?

OUI NON

Si oui, à quelle(s) période(s) ? :

Date de début prévue le :

Date de fin prévue le :

- Conseiller de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de)
Nom :
- Directeur de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de)
Nom :
- Juge de la Jeunesse (arrondissement de)
Nom :

SONT JOINTS EN ANNEXE :

- L'accord de l'élève.....
- L'accord du responsable légal.....
- L'avis de la CZI, de l'ORC ou de la Commission décentralisée (facultatif sauf article 31bis)
- L'accord du chef d'établissement (facultatif sauf article 31).....
- L'avis du Conseil de Classe (facultatif sauf article 31).....
- L'avis du CPMS (facultatif sauf article 31).....

Fait à, le

Nom et prénom du responsable du service

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services qui organisent des projets éducatifs de rupture

Bruxelles, le 12 septembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services qui organisent des projets éducatifs de rupture :

FORMULAIRE DE NOTIFICATION DE FIN DE PRISE EN CHARGE

Nom								
Prénom								
Date de naissance/...../.....							
Article	30, 31 ou 31bis							
Date de début de la prise en charge/...../20.....							
Date de fin de la prise en charge/...../20.....							
A la fin de la prise en charge, le jeune est :								
<input type="checkbox"/> rescolarisé	Nom de l'établissement							
	Adresse							
	N° FASE							
	Forme et niveau*	Fondamental ordinaire	Secondaire ordinaire		Fondamental spécialisé		Secondaire spécialisé	
	Année et type* (à entourer uniquement si enseignement secondaire ordinaire)	1 ^{ère} commune		1 ^{ère} différenciée		1 ^{ère} complémentaire (s)		
		2 ^{ème} commune		2 ^{ème} différenciée		2 ^{ème} complémentaire (s)		
		3 ^{ème} année spécifique de différenciation et d'orientation (3 S-DO)						
		3 ^{ème} GT	3 ^{ème} TT	3 ^{ème} ATr	3 ^{ème} AQ	3 ^{ème} TQ	3 ^{ème} P	1 ^{ère} CEFA
		4 ^{ème} GT	4 ^{ème} TT	4 ^{ème} ATr	4 ^{ème} AQ	4 ^{ème} TQ	4 ^{ème} P	2 ^{ème} CEFA
		5 ^{ème} GT	5 ^{ème} TT	5 ^{ème} ATr	5 ^{ème} AQ	5 ^{ème} TQ	5 ^{ème} P	3 ^{ème} CEFA
6 ^{ème} GT		6 ^{ème} TT	6 ^{ème} ATr	6 ^{ème} AQ	6 ^{ème} TQ	6 ^{ème} P	4 ^{ème} CEFA	
7 ^{ème} année prépa. à l'ens. sup.				7 ^{ème} TQ	7 ^{ème} P			
<input type="checkbox"/> inscrit en IFAPME/SFPME	Nom + coordonnées du centre de formation :							

<input type="checkbox"/> pris en charge par un autre service	Nom + coordonnées du service :
--	--------------------------------

* entourer la bonne mention

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services qui organisent des projets éducatifs de rupture

Bruxelles, le 12 septembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29538]

12 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten die breukopvoedingsprojecten organiseren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 44, 45, 46bis ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012, en 47, zoals gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005, 19 oktober 2007 en 29 november 2012;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder opvoedingsproject ten uitvoer brengen;

Gelet op het advies nr. 124 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 juni 2013;

Gelet op het advies 53.635/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Definitie en toepassingsgebied

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

Besluit van 15 maart 1999 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Dit besluit bepaalt de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de subsidies aan de diensten bedoeld in de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 die overeenkomstig artikel 37, derde lid, van het besluit van 15 maart 1999, breukopvoedingsprojecten uitvoeren.

§ 2. De breukopvoedingsprojecten bestaan in een individuele begeleiding waarbij de jongere voor een beperkte periode radicaal met zijn gewoon leefmilieu kan breken, met nieuwe bakens kan geconfronteerd worden en nieuwe wijzen van intermenselijke betrekkingen kan ervaren. Bij deze begeleiding wordt de jongere ertoe gebracht nieuwe persoonlijke bekwaamheden te ontwikkelen en nieuwe persoonlijke projecten op te bouwen en voor de projecten die plaatsvinden buiten het Europese grondgebied, diensten aan de samenleving te verlenen.

§ 3. De projecten zijn bestemd voor de jongeren die in gevaar zijn of die vervolgd worden wegens een als misdrijf omschreven feit en die een gespecialiseerd hulp nodig hebben en die de volgende cumulatieve kenmerken tonen :

1° jongens of meisjes tussen 13 en 18 jaar oud indien het verblijf op het Belgische grondgebied plaatsvindt, of van 15 en 18 jaar oud indien het verblijf buiten het Belgische grondgebied plaatsvindt;

2° waarvoor een tijdelijke verwijdering van het leefmilieu nodig is;

3° waarvoor andere maatregelen voorafgaandelijk uitgevoerd of ondernomen worden.

§ 4. Eenzelfde jongere kan slechts één keer in aanmerking komen voor een breukopvoedingsproject waarvan het verblijf buiten het Europees grondgebied plaatsvindt.

TITEL II – De opdrachten

Art. 3. De erkende dienst bedoeld in artikel 2, § 1, hierna de dienst genoemd, heeft als opdrachten :

1° de organisatie van de voorbereidende fase van het breukverblijf;

2° de organisatie van het breukverblijf in België of in het buitenland;

3° de begeleiding en de sterking van de jongere in zijn persoonlijke projecten bij de sluitingsfase volgens de nadere regels overwogen vanaf de voorbereidende fase.

De dienst organiseert voortdurend de breukopvoedingsprojecten.

Tijdens het breukverblijf kan de dienst in ondergeschikte orde collectieve activiteiten organiseren die bestemd zijn voor de jongeren bedoeld in artikel 2, § 3.

Art. 4. § 1. De dienst werkt in opdracht van een beslissingsinstantie die de adviseur van de hulpverlening aan de jeugd, de directeur van de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank is in het kader van het decreet van 4 maart 1991, de wet van 8 april 1965 of de ordonnantie van 29 april 2004.

§ 2. Het mandaat bepaalt de opdracht die toevertrouwd wordt aan de dienst overeenkomstig artikel 3, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doeleinden, de redenen en de duur ervan.

§ 3. Het mandaat kan slechts één enkele jongere betreffen.

§ 4. De dienst stuurt een eerste verslag naar de beslissingsinstantie op het einde van de voorbereidende fase dat het type van verblijf bepaalt, alsook de lokatie, de bepaalde duur, een analyse van de toestand en de eigenaardigheden van het overwogen hulpprogramma.

Hoogstens na het breukverblijf stuurt de dienst een tweede verslag naar de beslissingsinstantie. Dit verslag bepaalt de ontwikkeling van de jongere en zijn gezinstoestand, alsook de overwogen nadere regels voor de reïntegratie.

Een laatste verslag wordt naar de beslissingsinstantie 7 dagen vóór het einde van de begeleiding gestuurd waarin een globale stand van zaken van de jongere bepaald wordt en waarin richtsnoeren, in voorkomend geval, voorgesteld worden.

De dienst stuurt bijkomende verslagen naar de beslissingsinstantie op haar aanvraag of wanneer de evolutie van de toestand van de jongere dit rechtvaardigt.

Wanneer de dienst gelast wordt door de jeugdrechtbank in het kader van de wet van 8 april 1965 of van de ordonnantie van 29 april 2004 en wanneer deze rechtbank een opdracht geeft aan de dienst voor gerechtelijke bescherming, bezorgt de dienst ook een afschrift van de verslagen aan de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Art. 5. De dienst informeert de betrokken jongeren, de personen belast met het ouderlijk gezag, de personen die de jongere een verblijf verschaffen in het kader van een maatregel tot plaatsing, en de beslissingsinstantie over de bepaalde voorwaarden van het overwogen breukopvoedingsproject.

Hij geeft ook informatie over de omvang van hun respectievelijke verantwoordelijkheden zowel ten aanzien van de bepalingen van het Belgisch recht als van de wetgevingen die eigen zijn aan het land waarin het project zich zal ontwikkelen, alsook over de omvang van hun eigen verzekeringsdekking.

Hij zorgt ervoor dat de jongere gedekt wordt door een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en een verdediging in rechte. Deze polis moet aangepast worden aan de wetgeving van het land waarin het breukverblijf zal plaatsvinden.

De dienst zorgt ervoor dat de betrokken jongeren gedekt worden door hun ziekenfonds en, wanneer het om een breukverblijf buiten het Belgische grondgebied gaat, door een medische hulp met de repatriëring.

Een document met de bovenvermelde informatie wordt aan de personen bedoeld in het eerste lid bezorgd.

Art. 6. Opdat de jongere in aanmerking zou kunnen komen voor een breukverblijf moet de dienst in het bezit zijn van een medisch attest waarin bepaald wordt dat de jongere geen enkele medische contra-indicatie heeft om deel te nemen aan het verblijf.

Art. 7. Tijdens het breukverblijf zullen een persoon van de dienst, een plaatselijke medewerker of een privépersoon voor de huisvesting zorgen.

Het opvoedingsproject van de dienst beschrijft de nadere regels voor de selectie, de omkadering, de begeleiding en de opleiding, in voorkomend geval, van de privépersoon.

TITEL III. — Nadere regels voor de organisatie van breukprojecten

Art. 8. De nadere regels voor de uitvoering van het breukopvoedingsproject verschillen in functie van de plaats waar het breukverblijf plaatsvindt.

§ 1. Wanneer het breukverblijf op het Belgische grondgebied plaatsvindt, omvat de begeleiding :

1° een voorbereidende fase van een duur van hoogstens 30 dagen;

2° een breukverblijf van een periode van hoogstens 60 dagen buiten het gewoon leefmilieu van de jongere dat in verschillende periodes georganiseerd kan worden en dat een periode van 7 achtereenvolgende dagen moet omvatten;

3° een sluitingsfase waarbij de jongere wordt begeleid en gesterkt in zijn persoonlijke projecten van een periode van hoogstens 90 dagen.

§ 2. Wanneer het breukverblijf buiten het Belgische grondgebied plaatsvindt maar binnen het Europees grondgebied, omvat de begeleiding :

1° een voorbereidende fase van een periode van hoogstens 30 dagen;

2° een breukverblijf van een minimale duur van 30 achtereenvolgende dagen en een maximale duur van 90 achtereenvolgende dagen buiten het gewoon leefmilieu van de jongere;

3° een sluitingsfase waarbij de jongere wordt begeleid en versterkt in zijn persoonlijke projecten van een periode van hoogstens 90 dagen.

§ 3. Wanneer het breukverblijf buiten het Europees grondgebied plaatsvindt, omvat de begeleiding :

1° een voorbereidende fase van een periode van hoogstens 30 dagen;

2° een breukverblijf van een minimale periode van 60 achtereenvolgende dagen en een maximale periode van 90 achtereenvolgende dagen buiten het gewoon leefmilieu van de jongere;

3° een sluitingsfase waarbij de jongere wordt begeleid en versterkt in zijn persoonlijke projecten van een periode van hoogstens 90 dagen.

§ 4. In de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3 kan de beslissingsinstantie, wegens behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden, de maximale periodes van de tweede en de derde fase verlengen voor een globale maximale periode van 60 dagen.

Art. 9. De begeleiding van een jongere door de dienst maakt het voorwerp uit van een schoolerkenning op basis van de artikelen 30, 31 of 31bis van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De erkenningsaanvraag wordt door de dienst ingediend op basis van het formulier bedoeld in bijlage 1.

De beslissing om de schoolerkenning al dan niet toe te kennen wordt meegedeeld door het bestuur bedoeld in het eerste lid ten laatste binnen de twintig werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan inachtneming van deze termijn wordt de beslissing als gunstig geacht.

De dienst deelt aan het bestuur bedoeld in het eerste lid de einddatum mee van de begeleiding van de jongere, binnen de tien werkdagen, door middel van het formulier gevoegd bij de bijlage 2.

TITEL IV. — Bijzondere nadere regels voor het breukverblijf buiten het Belgisch grondgebied

Art. 10. De dienst zorgt ter plaatse voor de coördinatie van het verblijf van de jongeren, de supervisie en de begeleiding van het plaatselijke personeel, de plaatselijke medewerkers en de privépersonen toegewijd aan het project.

De dienst beschikt over documenten betreffende de aanwerving van de plaatselijke medewerkers overeenkomstig de geldende wetbepalingen in het betrokken land en de inschrijving van deze medewerkers bij de betrokken officiële instellingen.

De dienst zorgt ervoor dat de plaatselijke medewerkers over de vereiste pedagogische bekwaamheden beschikken om de jongeren te begeleiden, te omkaderen of te ontvangen. Deze bekwaamheden passen in het kader van de inachtneming van de beginsels vermeld door de internationale juridische instrumenten, met inbegrip van het Internationaal Verdrag van de rechten van het kind van 20 november 1989.

De dienst stelt ter beschikking van het bevoegde bestuur elk document waarin bepaald wordt dat de plaatselijke medewerkers vrij van veroordeling zijn, inzonderheid voor de misdrijven in verband met de jongeren.

TITEL V. — Bijzondere voorwaarden voor de toekenning van subsidies

Art. 11. Voor de toepassing van dit besluit wordt de capaciteit bepaald in het pedagogische project van de dienst. Onder capaciteit wordt verstaan het aantal toestanden bedoeld in het pedagogische project die simultaan door de dienst behandeld kunnen worden.

Het aantal werkelijke toestanden wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst. Het begin van de begeleiding stemt overeen met de datum van het mandaat.

Art. 12. De Regering bepaalt, voor elke dienst, na advies van de erkenningscommissie, het pedagogische project en het bedrag van de provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 31 tot 33 van het besluit van 15 maart 1999, het bedrag van de subsidies voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 35 en 36 van het bovenvermelde besluit en, in voorkomend geval, de bijzondere subsidies voor het veranderlijk gedeelte van de kosten voor de begeleiding van de jongeren.

Bijzondere nadere regels kunnen voorzien worden voor de subsidiëring van de personeels- en werkingskosten en voor het variabel gedeelte van de kosten van begeleiding van de jongeren. Deze nadere regels zullen voorzien worden in het besluit betreffende de erkenning van de dienst.

TITEL VI. — Wijzigingsbepalingen

Art. 13. De diensten die breukopvoedingsprojecten uitvoeren, kunnen, ter aanvulling van het veranderlijk gedeelte van de subsidies voor de kosten voor begeleiding van jongeren bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor begeleiding van jongeren, aanspraak maken op de terugbetaling van de volgende kosten :

Voor elk breukverblijf :

- a) de vervoerkosten van de jongere;
 - b) de kosten gebonden aan de aankoop van het specifieke materiaal dat nodig is voor de jongere voor zijn breukverblijf;
 - c) de kosten gebonden aan een verzekering van het ziekenfonds voor de jongere.
- Bovendien voor het breukverblijf dat georganiseerd wordt buiten het Belgisch grondgebied :
- a) de kosten gebonden aan het behalen van paspoort en visums voor de jongere;
 - b) de kosten gebonden aan de aankoop van vaccins of preventieve geneesmiddelen voor tropische ziektes die nodig zijn voor het verblijf in het buitenland waar het breukverblijf plaatsvindt;
 - c) de kosten gebonden aan een medische bijstand voor de jongere.

De maximale bedragen worden bepaald in het besluit betreffende de erkenning van de betrokken diensten.

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 14. De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Brussel, 12 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29557]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2013 fixant les passerelles donnant accès aux études organisées en hautes écoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, notamment l'article 23, § 1^{er}, 1^o bis, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o et 9^o;

Vu l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles du 24 juin 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné 21 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2013;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, des 14 et 16 mai 2013;

Vu l'avis n° 53.719/2/V du Conseil d'Etat, donné le 30 juillet 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2013 fixant les passerelles donnant accès aux études organisées en hautes écoles, sous la rubrique « Catégorie technique », entre les rubriques « Catégorie sociale » et « Catégorie traduction-interprétation », sont ajoutées les lignes suivantes :

Catégorie technique	
Architecture des systèmes informatiques	bachelier en sciences informatiques
Gestion globale du numérique	bachelier en gestion de l'entreprise
	bachelier en gestion publique
	bachelier-ingénieur commercial
	bachelier en communication appliquée
	bachelier en sciences industrielles
	bachelier en sciences économiques
	bachelier en sciences économiques et de gestion
	bachelier en sciences de gestion
	bachelier-ingénieur de gestion
	bachelier en information et communication
	bachelier en sciences informatiques
	bachelier en sciences mathématiques
	bachelier en sciences physiques
	bachelier en sciences de l'ingénieur orientation ingénieur civil